

## Buyoya très à l'aise dans son costume de représentant de l'UA

RFI, 15 novembre 2012 Pierre Buyoya : «Au Mali, il faut aller vite tout en préparant minutieusement l'opération» Par Christophe Boisbouvier Quand aura lieu l'opération militaire au nord du Mali ? Avec quels pays ? Et pour quel coût financier ? Ancien président du Burundi, Pierre Buyoya est aujourd'hui le Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel. Depuis quelques jours, il est à Bamako, où il a été reçu par le président et le Premier ministre maliens. Il répond aux questions de Christophe Boisbouvier. RFI : « Au nord du Mali, on n'a pas le choix, il faut intervenir », dit le président du Niger, Mahamadou Issoufou. Est-ce que vous êtes d'accord avec lui ?

Pierre Buyoya : Oui, au nord du Mali, il faut faire plusieurs choses : recouvrer l'intégrité du territoire du Mali par deux voies. La première voie : négocier avec les groupes maliens qui respectent le caractère laïc de l'Etat qui rejette le terrorisme et la criminalité transnationale, et confronter les groupes terroristes. Et ces derniers groupes, et je suis d'accord avec le président, il faut les confronter. Le président de la Commission de la Communauté Économiques des États d'Afrique de l'Ouest (CÉAO), Kadré Diassira Ouedraogo, affirme que la force militaire est tout à fait prête à être déployée pour commencer immédiatement après le feu vert du Conseil de Sécurité des Nations unies. Est-ce que vous êtes aussi optimiste que lui ? Ce qui est sûr, c'est qu'il faut à la fois aller vite mais aussi préparer minutieusement cette opération. Justement, vous qui êtes officier, vous qui êtes général, d'ici combien de temps pensez-vous que l'armée malienne sera en mesure de mener une opération militaire sur Gao ou sur Tombouctou ? Je ne connais pas l'état de l'armée malienne, mais ce qui est certain c'est que la communauté internationale est prête à mettre le paquet pour soutenir. Quand une armée connaît une déroute comme celle qu'a connue l'armée malienne au mois de juillet imaginez qu'il faut plusieurs mois pour remettre cette armée en ordre de marche ? Il faut du temps, mais je serai prudent pour m'exprimer en termes de jours ou de mois. Est-ce qu'on peut imaginer une intervention au début de l'année pour certainement imaginer une intervention au premier trimestre de 2013. Votre collègue de l'Union africaine, le général Sékouba Konaté, vient d'annoncer à Ndjamena que le Tchad était prêt à participer à cette opération. Est-ce que vous pouvez être sûr ? Certainement qu'un renfort du Tchad, et peut-être bientôt d'autres pays en dehors de la CÉAO, peut être sûr. Le Tchad est d'abord d'une certaine manière parce que c'est aussi un pays du Sahel. Le Tchad dispose d'une armée qui a l'expérience de la guerre dans le désert. Ce sera certainement un concours précieux. Eventuellement, également les hélicoptères et les avions Soukhoï de son armée de l'air ? Oui, absolument. Je imagine que s'il intervient, il mettra en œuvre les équipements à sa disposition aujourd'hui. Est-ce que l'Afrique pourrait également apporter son concours ? Absolument, via des contacts avec les autorités de son pays, tout sera possible : un soutien logistique, appui aérien, soutien financier. Il ne faut pas perdre de vue non plus que c'est le pays qui a l'une des armées les plus fortes et les mieux équipées sur le continent africain. Dans cette affaire, l'Algérie traîne les pieds. Est-ce que cela ne vous préoccupe pas ? Je crois savoir qu'aujourd'hui l'Algérie aussi adhère progressivement à cette vision globale de ce qu'il faudrait faire pour rétablir l'intégrité territoriale du nord du Mali. L'envoyé spécial Romano Prodi propose une grande conférence internationale à Rome début décembre pour mobiliser tous les amis du Mali. Combien pourrait coûter une telle opération militaire ? Cette conférence est la bienvenue pour approcher en particulier les aspects de soutiens logistiques et financiers de cette opération. Maintenant, combien cette opération coûtera-t-elle ? Nous avons une équipe de planificateurs ici à Bamako et aujourd'hui ils focalisent leurs efforts sur des estimations de coûts et des besoins logistiques. On parle de plusieurs centaines de millions de dollars ? Est-ce un chiffre crédible ? Des centaines de millions de dollars, cela ne me semble pas exagéré. Mais combien exactement, je préfère me réserver. Certainement que c'est une opération qui coûte très cher, c'est évident. Sur le plan politique, un d'Ansar Dine à Ouagadougou vient de dire qu'il renoncerait à l'application de la charia sur tout le territoire du Mali. Kidal dans son fief du nord. Est-ce que ce n'est pas de la poudre aux yeux ? Ce sont des déclarations qui vont dans la bonne direction. Alors arrivent à la tête de la transition malienne, le président Dioncounda Traoré et le Premier ministre Cheick Modibo Diarra ont promis de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle. Mais est-ce que vous êtes sûr qu'ils vont tenir parole ? J'ai rencontré le président de la transition avant-hier et le Premier ministre hier. Ma conclusion est que les deux adhèrent à cette décision. Est-ce qu'ils vous ont garanti qu'ils ne se présenteraient pas ? J'ai pas demandé de garanties particulières. Je les crois aux mots. Et il sera difficile à ceux qui dirigent la transition au Mali aujourd'hui de passer outre ce point de vue et de la CÉAO et de l'Union africaine. S'ils passaient outre cette décision, certainement qu'il y aura des conséquences.